



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

RUIG – DEFI SOCIAL DU DEVELOPPEMENT

Projet cofinancé par le Réseau Universitaire International de Genève (RUIG) conduit par l'Institut universitaire d'études du développement, la FSES / Uni-Genève et l'UNRISD.

Analyse macroéconomique du Vietnam : globalisation et inégalités au Vietnam

Pauline Plagnat avec la contribution du Dr Huong Pham Lan

Genève, le 30 juin 2003

Le cadre de recherche se situe dans le projet du RUIG "le défi social du développement", projet qui met en partenariat 6 institutions de Genève autour d'une problématique centrée sur les enjeux de la globalisation et les inégalités, illustrée par 5 cas d'études (Mali, Vietnam, Bulgarie, Afrique du Sud et Genève) dans 3 secteurs (éducation, protection sociale et santé). L'analyse macroéconomique se situe en amont de la recherche afin de problématiser la recherche, mais également en aval, afin d'intégrer les différentes analyses sectorielles dans la problématique générale. Ce papier devrait être perçu comme une analyse macro-économique générale à la problématique de la globalisation et des inégalités au Vietnam avant d'aller examiner les répercussions au niveau plus sectoriel.

Dans le cadre du Vietnam, la recherche sur le terrain a permis de souligner les différents aspects de la globalisation économique grâce aux personnes et institutions rencontrées (ministères, organisations internationales et visite de 4 sites différents, la capitale Hanoi, la ville la plus "moderne" Ho Chi Minh, la première Zone Economique Spéciale, Vung Tau et la ZES la plus récente, Can tho). Nous avons pu alors constater les différences de répercussions sociales et économiques de la globalisation économique dans ces 4 régions à différentes stades de l'intégration économique. Pour compléter cette recherche, nous avons reçu la contribution de 2 chercheurs, Christophe Gironde, sur l'impact de la libéralisation sur les paysans et le Dr Huong sur l'impact de la globalisation sur les inégalités sociales.

La globalisation, ou mondialisation, économique entraîne des répercussions importantes sur les pays dans lesquelles elle interagit. Les changements conséquents à cette intrusion se relèvent à plusieurs niveaux. Le processus de production est transformé avec des conséquences sur tous les liens sociaux dépendants du travail salarial, les technologies et les conditions de travail, que ce soit en amont ou en aval, de manière négative comme positive.

Dans ce contexte, le Vietnam est une illustration intéressante de ce processus de transformation puisqu'il tente de passer d'une économie socialiste à une transition vers une économie de marché financé en partie par des organismes internationaux.

Les répercussions se ressentent sur les structures, les institutions et l'organisation économique. Cela implique de nouvelles relations entre la politique, le système productif et le capitalisme, d'où la refonte du rôle de l'Etat. Le prix à payer est une transformation des structures politiques et économiques ainsi que la soumission à des pressions très fortes du système mondial demandant plus d'ouverture, une démocratisation, la dérégulation et libéralisation de l'économie, une plus grande flexibilité et un plus grand respect des lois internationales. Les organisations internationales jouent un rôle capital dans la mise en place de ce processus via l'expansion d'un modèle de développement unique ou encore via des programmes d'aides liées à la restructuration politique des Etats bénéficiaires. La globalisation, en tant que système cette fois, permet ainsi d'étendre à toute la planète des modes de production économique, mais également des modèles politiques ainsi que des valeurs culturelles, institutionnelles. Cela réduit grandement leurs marges de manœuvres et diminue le nombre de choix à disposition, surtout lorsque le pays cherche à conserver un régime communiste, donc très interventionniste et peu conforme à la vague de libéralisation et de privatisation de l'Etat portée par la globalisation.

A la lumière de ce qui a été posé, le papier qui suit devrait être une suite d'hypothèses afin d'expliquer les inégalités relevées par les statistiques trouvées dans le pays.

Le Vietnam, comme un certain nombre de pays de la région asiatique, a entamé depuis quelques années un processus de développement basé sur la croissance économique. Une particularité distingue ce pays des autres de la région, celle d'être une économie en transition, encore régit pas un gouvernement communiste. C'est pourquoi, l'analyse des répercussions de la globalisation, via la libéralisation (entre autres), est particulièrement pertinente pour le Vietnam, surtout en termes de conséquences sur la société en général, et les inégalités en particuliers.

Ce papier commence par une première présentation du Vietnam afin de mieux comprendre le contexte particulier dans lequel ce pays évolue. Le papier du docteur Huong Pham Lan nous permettra d'avoir une vision générale des inégalités dans les trois secteurs étudiés par le projet ainsi que les politiques étatiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Contexte historique et économique du Vietnam

Le Vietnam a une histoire très particulière. Colonisé par la France, qui a modifié ses frontières, puis prise dans l'extension du conflit de la guerre froide, ce pays est resté en guerre durant de nombreuses années, contre la France pour la liberté, puis contre les américains luttant contre le communisme et finalement entre le nord (communiste) et le sud. La fin de l'économie de guerre (1976) est synonyme de la mise en place d'un régime communiste. La reconstruction du pays sous ce régime, en a fait un pays particulièrement égalitaire, mais l'économie de guerre n'a certainement pas permis un développement économique stable, ajoutant à cela les faiblesses structurelles liées au régime communiste. Cependant, avec la fin de la guerre froide et le démantèlement du COMECON, le pays a perdu ses partenaires commerciaux traditionnels et a dû se restructurer. Lors de l'année 1986, un grand bouleversement politique prend naissance au Vietnam, le Doi Moi ou renouveau de l'économie. Le Doi Moi est un projet de conciliation entre les valeurs du socialisme et les forces du marché (Henaff, Martin). Cela sous-entend des réformes, la décentralisation et des innovations avec en premier plan des changements, la modification du rôle de l'Etat. C'est pourquoi la question du Doi Moi reste centrale dans toute étude économique sur le Vietnam. Il s'agit d'une politique d'ouverture au commerce, aux investissements directs étrangers (à travers les Zones Economiques Spéciales), de recherche de stabilité macro-économique, d'accentuation du rôle des entreprises privées et également de réformes dans la gestion de la propriété de la terre (UNDP, Living Standard during an economic boom). Cette politique renforce aussi celle de la croissance rapide afin d'atteindre un développement socio-économique durable ainsi qu'une baisse de la pauvreté en général. C'est après une quinzaine années de réformes que notre étude porte.

L'économie du Vietnam et quelques chiffres

A la fin de la guerre, le Vietnam avait une économie scindée en deux parties. Le Nord était surtout géré par une économie de guerre et avait mis en avant l'industrialisation lourde et le sud avait axé son économie sur les services. La majorité du pays était tout de même largement agricole. Le Doi Moi permet, entre autres, l'installation de nouvelles industries, plus légères et surtout une diversification de la structure économique. Ce qui induit une diversification dans la structure de l'emploi également et dans la répartition des salaires. Le plus spectaculaire est la hausse de la production (entre 1991 –1997, la croissance économique est de 7.2% en moyenne), la production industrielle compte pour 13.1% en 1991 et 18.7 % en 1997, les services comptant toujours pour 82% du PIB. Les investissements directs étrangers permettent la construction de nombreuses nouvelles industries étrangères (en joint venture, pour la plupart se situant toutes dans les différentes ZES, zones économiques spéciales situées dans le sud du Vietnam) permettant ainsi une

amélioration de la maîtrise des nouvelles technologies, des règles de gestion ainsi que de la qualification des ouvriers. Le niveau de vie (selon les sources officielles) passe de 118\$ par tête à 404\$. Nous devons rappeler, que malgré les progrès fulgurants du Vietnam depuis quelques années (un peu plus d'une décennie), le pays est pauvre et en plein essor économique, n'ayant pas encore absorbé sa transition démographique, ni sa transition d'une économie rurale à une économie industrielle, ce qui explique la faiblesse des revenus sur l'ensemble du pays. L'agriculture reste l'activité majeure pour 85% de la population. L'industrialisation et la modernisation ne touche que 15% de la population. Cependant, n'oublions pas non plus que le pays est un des plus grands exportateurs de riz et qu'il diversifie très bien ses exportations agricoles. Pour connaître l'impact de la libéralisation du pays dans les zones agricoles, voir le travail de Christophe Gironde.

Les différents chiffres qui sont présentés dans les tableaux ci-dessus ne permettent pas à ce stade de faire une analyse pertinente de l'économie. Au vu de la difficulté à trouver des chiffres fiables, surtout pour la période pré Doi Moi, l'évolution de la situation économique n'est pas facile à mettre en évidence. Ici, il ne sera relevé que les tendances générales.

PIB 1999	400 milliards dong State : 158 non state: 242	4.8% de croissance annuelle state : 4.4% non state : 5.1%	
Population	76 millions	1.65%	
Structure du PIB	agriculture	industrie	services
	25 %	34%	42%
Consommation privée	70% du PIB		
Consommation gouvernementale	7%,		
Exportations	14,308 millions \$		
Importations	15,200 millions \$		
FDI	1609 millions \$		

Ce premier tableau permet de montrer que la croissance économique au Vietnam est rapide. 4.8% entre 1998 et 1999, mais surtout 7.5% en moyenne entre 1995-1999. Le secteur non-étatique se développe rapidement et la structure du PIB se transforme de plus en plus, soulignant le développement industriel. L'agriculture et les services étaient les secteurs les plus importants pour le PIB, l'industrie prend une place importante aujourd'hui, bien qu'elle ne concerne que 15% de la population active encore à ce jour. Les exportations progressent également et change également de structure et il est à noter la progression fulgurante des investissements directs dans l'économie vietnamienne. Le dernier changement à souligner est la part étatique qui s'amenuise non seulement dans le secteur productif mais également en termes de dépenses.

Indice de développement humain	Total	hommes	femmes
2000			

Espérance de vie	68.2	65.9	70.6	
Tx alphab adultes	93.4	95.5	91.4	
Tx bruts scolar	67	69	64	
PIB/hbt en PPA	1996	2360	1635	
IDH	0.688			
ISDH	0.687			
Gini	0.361			
IPH	0.271			
Evolution IDH	85	90	95	2000
	0.583	0.605	0.649	0.688

Ce tableau nous montre que le Vietnam a des indicateurs de développement humain élevés pour un pays aussi *pauvre*. Il est à noter le niveau d'éducation et l'espérance de vie ainsi qu'une progression très forte de l'IDH depuis la mise en place du Doi Moi.

Le budget national et sa ventilation

2001 en milliards de CFA	2000
Recettes totales et dons	69,500 milliards de dong
dont taxes	33,925 + 37,285
dons	1,900
Dépenses totales et prêts	
Dépenses courantes	48,948
dont salaires	23,874
Dépenses en capital	23,000
dépenses totales /PIB	12.1
CAD en millions \$	1700
en % PIB	5.4
par Hab	21.8
recette/PIB:	21.5
dépenses éducation	3% (26% dépenses totales)
santé	0.8% (6% dépenses totales)

Ce tableau souligne la baisse tendancielle des dépenses du gouvernement ainsi que part importante de l'aide au développement (5.4% du PIB, 21.8\$ par habitant). La part consacrée aux dépenses en éducation sont sans aucun doute la plus importante, ce qui souligne les priorités du gouvernement. On pourrait sans doute également penser que les recettes de l'Etat diminuent au fur et à mesure que les entreprises d'Etat perdent du terrain face aux entreprises non étatiques, ce qui explique également la baisse des dépenses étatiques. .

Les inégalités au Vietnam

Cependant, malgré la hausse considérable du revenu/habitant, les produits de la croissance sont mal redistribués, comme le relève le Dr Huong. Tout le monde ne profite pas de ces progrès. Avant d'aller plus loin dans les explications du pourquoi et comment, voici d'abord les définitions officielles des inégalités, puis les chiffres de ces inégalités.

Définition

Les inégalités au Vietnam se mesurent par le coefficient de Gini, selon les classes et les régions, en termes de dépenses par habitant. La consommation et le pouvoir d'achat semblent être les principales mesures des inégalités.

Les inégalités sont, de ce fait, induites par le niveau de pauvreté. Selon le gouvernement il y a deux manières de percevoir la pauvreté, les deux calculs sont ceux de la Banque Mondiale. Il s'agit de la ligne de pauvreté qui mesure la capacité de chacun à acheter assez de nourriture pour se nourrir à hauteur de 2100 calories par jour ainsi que des provisions non alimentaires. La ligne de pauvreté alimentaire, quant à elle, mesure la capacité d'une famille à fournir à chacun de ses membres 2100 calories par jour.

Les chiffres

Les tableaux qui suivent sont tirés du document du PhD Huong

Table 1: Expenditure per Capita by Regions in 1993 and 1998
(at 1998 prices, thousand VND)

	<i>Population share in 1993</i>	<i>1993</i>	<i>1998</i>	<i>Growth for 93-98</i>
Whole country	100.0	1936	2764	42.8
Northern Uplands	17.0	1442	1920	33.1
Red River Delta	20.2	1866	2938	57.4
North Central	12.8	1486	2197	47.8
Central Coast	11.9	2026	2641	30.4
Central Highlands	3.2	1537	1942	26.4
Southeast	12.6	2801	5019	79.2
Mekong River Delta	22.4	2129	2536	19.1

Source: GSO (2000).

Ce tableau souligne les inégalités régionales depuis le Doi Moi. Nous pouvons nous apercevoir facilement que si la hausse du pouvoir d'achat a été bénéfique pour l'ensemble des régions, certaines en ont plus profité que d'autres. Il s'agit évidemment des ZES du sud-est du Vietnam, la région d'Ho Chi Minh en particulier. D'ailleurs, nos entretiens à HCMV et à Vungtau, ZES les plus avancées, ne nous ont pas caché être les régions les plus riches du pays, suivi de peu d'Hanoi, la capitale, ce qui

leur permet sans aucun doute de mieux répartir leurs profits pour réduire la pauvreté absolue, contrairement aux zones totalement agricoles ou se situant dans les zones d'ethnies minoritaires.

Table 2: Rural-Urban Growth in Real Per Capita Expenditures by Region 1993-98

<i>Region</i>	<i>Growth in urban Expenditure (%)</i>	<i>Growth in rural expenditure (%)</i>	<i>Difference in urban-rural growth rate of expenditure</i>
Whole country	60.5	30.4	30.1
Northern Uplands	65.8	26.9	38.9
Red River Delta	47.2	51.4	-4.2
North Central	86.4	37.2	49.2
Central Coast	39.1	25.5	13.6
Central Highlands	Na	24.8	Na
Southeast	78.1	59.1	19.0
Mekong River Delta	35.7	10.6	25.1

Source: Poverty Working Group (1999).

Ce tableau nous montre encore une fois, les inégalités liées à la région dans laquelle chaque famille se situe. Nous pouvons souligner une différence flagrante entre ville et campagne mais encore une fois, entre régions riches et pauvres. Les familles des régions riches, même agricoles, profitent mieux de la richesse générale de la région. Nous verrons plus loin que cela a grandement à voir avec la répartition des taxes et de la délocalisation du pouvoir centrale vers les pouvoirs locaux (malgré une tentative de péréquation financière).

Table 3: Income Inequality and GDP Growth Rate in Vietnam, 1992-93 & 1997-98

	<i>1993</i>				<i>1998</i>			
	<i>Total</i>	<i>Gini Urban</i>	<i>Gini Rural</i>	<i>GDP growth (%)</i>	<i>Total</i>	<i>Gini Urban</i>	<i>Gini Rural</i>	<i>GDP growth (%)</i>
Total	0.330	0.340	0.278	8.08	0.354	0.348	0.275	5.76
Northern Uplands	0.244	0.237	0.224	3.08	0.274	0.202	0.249	2.11
Red River Delta	0.310	0.304	0.235	4.60	0.321	0.373	0.253	6.09
North Central	0.244	0.294	0.231	2.50	0.289	0.335	0.255	2.23
Central Coast	0.336	0.340	0.293	6.28	0.335	0.336	0.294	4.83
Central Highlands*	0.311	-	0.311	11.34	0.309	-	0.309	10.52
Southeast	0.357	0.331	0.312	15.23	0.340	0.312	0.280	6.40
Mekong River Delta	0.314	0.336	0.285	7.73	0.298	0.350	0.234	6.81

Sources: GSO (1999), Poverty Working Group (1999).

Note: * Central Highlands has no respective urban areas.

Table 5: Gap between the highest income and the lowest income quintile (times)

	<i>1994</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1999</i>

Whole country	6.5	7.0	7.3	8.9
A. By urban & rural				
Urban	6.9	7.7	8.0	9.8
Rural	5.4	5.8	6.1	6.3
B. By regions				
Red River Delta	5.5	6.1	6.6	7.0
Northern Upland	5.2	5.7	6.1	6.8
North Central Coast	5.2	5.7	5.9	6.9
South Central Coast	4.9	5.5	5.7	6.3
Central Highlands	10.1	12.7	12.8	12.9
Southeast	7.4	7.6	7.9	10.3
Mekong River Delta	6.1	6.4	6.4	7.9

Source: GSO (2000).

Les tableaux 3 et 5 démontrent que les inégalités de revenus à l'intérieur des différentes régions et dans les villes et les campagnes. Globalement les inégalités ont augmenté (de 6.5 fois plus à 8.9 fois plus). Elles ont le plus augmenté dans les régions à haute densité de développement industriel ainsi qu'en en ville et dans les campagnes les plus pauvres.

Les explications

Il est évident que la nouvelle politique gouvernementale, moins redistributive est pour beaucoup dans l'augmentation de ces inégalités. Cependant, un pays qui change et transforme ses structures économiques et sociales ne peut parvenir à une plus grande modernité et une hausse de la richesse de manière égale. Il y a ceux qui trouvent un emploi dans les nouveaux secteurs, ceux qui bénéficient de la nouvelle tendance économique, et ceux qui restent en marge. Mais il faut également noter que l'Etat est moins riche qu'auparavant. Les entreprises d'Etat ont laissé la place aux entreprises non étatiques, ce qui amène à une réduction des recettes étatiques et donc moins de possibilités de répondre aux besoins de la société. Dans le même temps, la libéralisation des prix et les nouvelles politiques sectorielles ont créé des nouvelles formes d'inégalités (de classe, selon les secteurs de l'économie, le type de qualification et les régions). De plus, avec la réforme du rôle de l'Etat, la conception de l'encadrement étatique des citoyens changent (suppression des subventions par exemple). C'est la période de l'individualisme par rapport à la propriété, le travail, l'éducation, les groupes sociaux. Les transformations des situations et du niveau de vie amènent ces inégalités aussi.

Le troisième facteur de changement est celui des transformations du pouvoir central et la mise en place d'une sorte de décentralisation (pouvoir local). Les taxes et impôts sont collectés localement (selon un quota défini par l'Etat) et si le montant total dépasse le quota, le surplus peut être utilisé par les pouvoirs locaux sur présentation de projets de développement social. Cela augmente les inégalités entre les régions. Les régions les plus riches gardent leur profit pour "leurs pauvres" et les

régions les moins riches n'ont pas les moyens de mettre en place ces programmes coûteux et dépendent ainsi de l'aide de l'Etat ou des organismes d'aide.

Le quatrième facteur serait celui du changement dans la politique de subvention de l'Etat comme mentionné au dessus. Cependant, des aides aux crédits, à l'investissement (aide pour le développement des PME), à l'emploi et dans le secteur agricole sont mis en place. Pour ceux qui bénéficient de ces programmes, la tendance est à l'enrichissement, mais tout le monde ne profite pas de ces aides et surtout, l'Etat n'a pas toujours les moyens financiers de mettre en place une aide suffisante.

Les politiques de réduction des inégalités

Comme la plupart des pays bénéficiaires d'aide, le Vietnam accueille un grand nombre d'ONG, de coopération bilatérale (20 pays sont présents) et d'organisations internationales. Notamment, la Banque Mondiale, le PNUD, le BIT et un certain nombre d'autres agences onusiennes travaillent de concert avec le gouvernement dans différents programmes de développement et de lutte contre la pauvreté. La différence avec un pays comme le Mali est que le Vietnam est très peu endetté. Cependant, pour recevoir l'aide internationale et les crédits au développement, le Vietnam est également tenu de suivre certaines politiques globales de lutte contre la pauvreté. C'est ainsi que le CSLP (Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté) est également implanté dans ce pays. Comme pour la plupart des pays, le programme est rédigé avec l'aide des organisations internationales, et nous pouvons souligner la tendance à retrouver les mêmes programmes dans deux pays aussi différents que le Mali et le Vietnam. Cependant, la comparaison s'arrête ici. Le Vietnam a mis en œuvre le programme à l'intérieur même de son programme de développement. Il fait parti de sa propre planification de lutte contre la pauvreté.

En parallèle, Le Dr. Huong, nous montre clairement dans son papier, les diverses programmes sociaux, qui sont également explicités dans les divers papiers de ce projet. Je ne m'étendrais donc pas d'avantage ici sur ces programmes. Mais il est clair que malgré le peu de fiabilité des statistiques et la remise en cause des derniers résultats du VLSS (Vietnam Living Standard Survey, réalisé et financé par la Banque Mondiale en collaboration avec le gouvernement vietnamien) – une si forte montée des inégalités n'est pas acceptée par tous – on reconnaît le problème posé par les inégalités et des solutions sont recherchées par le gouvernement aussi bien que par les organisations internationales.

Les conséquences de la globalisation

Parlant de la globalisation économique, celle-ci a surtout des répercussions dans le mode

d'organisation de la production. Nous pourrions déjà répertorier les différentes formes que prennent ces transformations

- Incidences, sur les formes du travail
- Incidences sur les compétences requises (compétitivité)
- Incidences sur le système de protection sociale
- Incidences sur le système de valeur

A partir de cette analyse, nous pouvons étudier les inégalités qui se mesurent en termes de capacités d'accès aux différents biens et services mais aussi en termes de qualité de vie. Les indicateurs d'inégalités nécessaires devraient permettre d'appréhender les différents niveaux d'accès à ces biens et services, mais également en comparaison avec le pré changement et entre les différents secteurs (ceux touchés par la globalisation et les autres). La difficulté majeure concerne la récolte et la recherche des données premières. Les différentes questions que nous pourrions également nous poser relèvent de :

- Conditions du salariat (législation, taxation du salariat et du capital, couverture sociale
- Conditions d'accès aux financements nationaux, internationaux (ouverture aux capitaux étrangers)
- Conditions d'accès aux technologies, savoir et information (formation, niveau et organisation de la formation)
- Conditions de création d'entreprises privées

Le deuxième effet de la globalisation se situe au niveau des transformations institutionnelles qu'elle met en place, qu'elle contraint les pays où elle sévit de mettre en place.

- processus de décision politique: acteurs de la décision (information, gouvernement, organisations internationales, société civile)
- privatisation des secteurs publics (nombre d'entreprises privatisées, mode de gestion des biens publics et collectifs, modification dans la ventilation du budget)
- dérégulation (modification de la législation)
- marchandisation du système économique (modification des conditions d'accès aux biens collectifs et publics)

Ces différentes questions ont été à la base de la recherche menée au Vietnam. Cependant, pour avoir des réponses plus concrètes, il nous faudrait conduire une enquête afin de mettre au point les données statistiques nécessaires. Dans ce cadre, il a juste été récoltés les données existantes, de loin insuffisantes à répondre aux questions soulevées par la recherche.

Toutefois, la question de recherche pourrait questionner les implications de la libéralisation de l'entrepreneuriat via la privatisation des entreprises publiques et les implications sociales qu'il en

découle, ou via le partenariat avec des entreprises étrangères, d'où une nouvelle gestion des affaires à mettre en place, au sein du salariat entre autres. Ou encore, nous pourrions souligner le processus de décentralisation (ou plutôt la question du partage de pouvoir entre pouvoir local et pouvoir central) qui soulève la question des inégalités régionales, particulièrement fortes dans le contexte vietnamien. Cela nous amènerait au deuxième axe de recherche, celui de la différenciation régionale (entre les ZES et les régions traditionnelles entre autres, entre grandes entreprises et PME, entre travail qualifié et non qualifié) les inégalités qui en découlent et la question de savoir si la croissance économique produite par les ZES génère des inégalités, quelles formes (différentes ou pas des inégalités préexistantes, les améliorant, les renforçant, ou encore leur donnant une nouvelle forme) et selon quels mécanismes ?

Il est évident que les différents secteurs sociaux dont nous parlons dans cette recherche subissent tous fortement les répercussions des changements décrits. Nous avons pu souligner lors des divers tableaux sur les inégalités que les régions (celles qui sont autorisées à recevoir des investissements étrangers, les joint-ventures) profitant des nouvelles technologies et industries (ainsi qu'une demande en éducation de meilleure qualité) sont les plus aisées. Le document sur l'éducation nous permettra de comprendre quels sont les mécanismes qui aggravent cette inégalité première en inégalités cumulatives (en résumé, les régions appelées ZES attirent les capitaux étrangers donc sont les plus aisées, d'un autre côté, elles attirent de ce fait plus de main d'œuvre, surtout qualifiée, ce qui demande dans le même temps une offre éducative de meilleure qualité, concentrée dans cette région). Comme expliqués aussi précédemment, les systèmes de péréquations financières entre les régions ne sont suffisamment efficaces pour permettre une redistribution entre les régions pauvres et les régions riches, et l'Etat n'est plus à même de fournir lui-même les revenus nécessaires du fait de son manque de revenu (issu de la privatisation d'entreprise étatique ou plutôt, la création d'un secteur non étatique).

Nous pourrions également citer ici les 5.4% d'aide au développement que reçoit le pays (n'oublions pas qu'il s'agit des pays les plus pauvres (109^{ème} rang de l'IDH)) et les conditionnalités liées à cette aide, surtout apparente dans les formes institutionnelles qu'elles demandent. Le Vietnam semble répondre aux différentes exigences posées par la *globalisation*, tout en gardant une identité propre et en suivant sa ligne de développement dans la continuité du Doi Moi. Pourtant, dans sa course à la croissance, à l'industrialisation et à la modernisation, le Vietnam voit également sa société se transformer et ne pourra peut-être pas rester dans cette même ligne politique spécifique au pays.

Ainsi, afin de mieux comprendre les enjeux de la globalisation, il semble nécessaire d'étudier les nouvelles stratégies étatiques (la politique économique et sociale) du Vietnam face aux exigences du processus de globalisation, afin de mieux en comprendre les mécanismes. Qu'est ce que l'Etat

veut, qu'est ce que l'Etat fait, comment l'Etat redistribue (et le fait-il ?) les produits de la croissance, mais surtout comment l'Etat gère le changement institutionnel induit par la libéralisation et la globalisation. Cette recherche est décrite par le papier de Mme Huong ainsi que par divers documents. Cependant, pour arriver à des conclusions plus solides, il faudrait mener une recherche beaucoup plus élaborée, notamment concernant la recherche de données premières.

Conclusion

Cette partie de l'analyse nous permettra de mieux discerner les mécanismes volontaires ou ceux non maîtrisés de l'évolution sociétale en termes d'inégalités sociales et des différents secteurs dit sociaux.

S'agissant du Vietnam, entraîné dans la spirale de la course à la croissance économique via les contraintes de la globalisation, la question qui se pose est celle de la détérioration des aspects sociaux du développement due aux mécanismes de la globalisation et de la recherche de la croissance à tout prix. Le processus économique a fatalement des répercussions sur les inégalités. Mais quels sont les mécanismes qui mettent en place ce processus d'aggravation des inégalités ? Il semble de plus en plus évident (Henaff et Martin) que les mécanismes de transformation de la société, via une individualisation et une redéfinition de la propriété privée (recherche de profit personnel), modifie en profondeur le fonctionnement même de cette économie, pourtant encore en transition vers une économie de marché à valeur socialiste. Le gouvernement ne semble pas encore sur la voie de libéralisation de ses institutions et les impacts de la globalisation sur les changements institutionnels sont encore légers comparés à d'autres pays. Pourtant, ils existent, surtout via la propagation des valeurs de l'économie marchande (clairement relevé par la libéralisation des prix et la fin des subventions étatiques). L'éducation tout comme la santé se marchandise et s'acquiert de manière plus individuelle, dans une société de plus en plus attirée par le profit personnel.

Souligner ce qui provient de la mondialisation ou de la transformation de la société sous l'impulsion même du Doi Moi est très difficile. Les deux sont étroitement liés et les inégalités proviennent autant de l'ouverture que des transformations internes.